

Pour Enrico Letta, “l’avenir de l’UE se joue sur le dossier des migrants”

- L’ex-Premier ministre italien appelle l’UE à dépasser les divisions et à faire de la question migratoire un sujet prioritaire.
- Elle doit d’abord convaincre les citoyens que la situation n’est pas hors de contrôle.
- Il plaide pour l’instauration de quotas de migrants économiques.

Entretien Laurent Joffrin, Tonino Serafini
et Célian Macé

Chef du gouvernement italien d’avril 2013 à février 2014, Enrico Letta est aujourd’hui doyen de la Paris School of International Affairs à Sciences-Po et président de l’institut Jacques-Delors. Européen convaincu, il avait mis en place, en octobre 2013, l’opération “Mare Nostrum” pour secourir les réfugiés en mer Méditerranée. Il appelle l’Union européenne à faire des migrants une question prioritaire.

Partout en Europe, les Etats prennent des mesures pour contenir l’arrivée de migrants. Ce repli vous inquiète-t-il? Les choses ont beaucoup changé ces cinq dernières années. En octobre 2013, plus de 600 personnes avaient péri dans le naufrage de deux embarcations au large de Lampedusa et entre la Sicile et Malte, suscitant une vive émotion. Ces drames ont ouvert une fenêtre pour agir et permis au gouvernement, que je présidais, de lancer Mare Nostrum, qui a sauvé 100 000 personnes en Méditerranée. En cinq ans, dans mon pays, on est passé de cette opération humanitaire d’envergure à des accords avec des milices libyennes qui mènent des actions violentes pour empêcher les migrants de venir en Europe. Les opinions publiques se sont crispées. En 2011-2012, dans les sondages réalisés en Italie, la question migratoire était considérée comme une priorité par seulement 2 % des gens. Aujourd’hui, c’est la préoccupation numéro 1 de 35 % des sondés. Les images de la “jungle” de Calais, de Lampedusa, des agressions de Cologne ont eu un impact considérable. Les gens ont le sentiment que les Etats ne maîtrisent plus rien sur la question des migrants. Les partis extrémistes en font leur

miel. C’est sur ce dossier des migrants que va se jouer le devenir de l’Union.

Que faire pour éviter que la question des migrants ne provoque l’éclatement de l’UE ?

Il faut inverser la problématique : au lieu de faire des migrants un sujet de division, l’Europe doit au contraire utiliser ce dossier pour faire avancer sa construction. C’est vraiment LE sujet sur lequel il faut davantage d’Europe. Le Premier vice-président de la Commission européenne devrait être le “Monsieur Migrants” de l’UE. Montrons aux opinions publiques que la situation des réfugiés n’est pas hors de contrôle. Il faut, *whatever it takes* [quoi qu’il en coûte], une nouvelle donne courageuse en matière migratoire. Il y a cinq ans, si on avait organisé des corridors humanitaires sur le modèle de ceux récemment mis en place et financés par la communauté de Sant’Egidio [une ONG proche du Vatican, NdLR] et l’Eglise vaudoise [une petite Eglise protestante implantée dans le nord de l’Italie] – qui ont concerné 1 000 réfugiés –, on n’aurait pas donné aux Européens cette impression de chaos avec un million de réfu-

giés sur la route des Balkans. On sait pourtant que 90 % des migrants illégaux sont arrivés par avion, avec des visas touristiques. Mais ce qui crée l'émotion, ce sont les migrants qui débarquent sur nos côtes après avoir traversé la mer. Le bateau donne cette impression d'invasion.

L'opération "Sophia", davantage militaire, a remplacé Mare Nostrum en Méditerranée. Est-ce satisfaisant ?

Quand Mare Nostrum a été bloquée, pour des raisons politico-électorales, les arrivées ont continué. L'arrêt de Mare Nostrum a été un désastre. Il n'y avait plus rien. Sophia, c'est quelque chose mais ce n'est pas suffisant. Je plaide pour un "Sophia ++". On est le continent le plus riche de la planète, on peut mettre de l'argent européen sur les opérations de sauvetage en mer. Il faut le faire, point. Il en va des valeurs européennes.

Que faut-il changer, dans l'UE, sur l'accueil des réfugiés ?

Je conteste le principe clé du règlement de Dublin qui stipule que les réfugiés doivent déposer leur demande d'asile dans le premier pays par lequel ils sont entrés dans l'UE. Les pays d'arrivée [Italie, Grèce, Ndlr] se retrouvent ainsi à avoir la responsabilité des migrants. Mais ceux-ci ne veulent pas rester là, ils veulent aller vers le nord. Les pays du Nord reprochent aux pays du Sud de ne pas faire leur boulot pour contenir les migrants. Et ceux du Sud dénoncent la volonté des Etats du Nord de se défausser sur eux. Mon expérience de Premier ministre est pleine d'amertume sur ce dossier. Quand est arrivé le naufrage de Lampedusa, j'ai recherché la solidarité européenne pour mettre en place Mare Nostrum. On m'a répondu que c'était "*un problème italien*". Je disais à nos partenaires européens: "*Si vous me laissez seul face à ce problème, vous en subirez aussi les conséquences.*" Et le problème est effectivement devenu européen quand les réfugiés ont ouvert la voie balkanique.

Quelle serait l'alternative au règlement de Dublin ?

Il faut aller vers un système qui donne au migrant le choix du pays où il veut demander son statut de réfugié, choix qui serait motivé par des raisons familiales. Ceux qui n'ont pas de liens familiaux seraient répartis équitablement entre les Etats membres. Ensuite il faut créer une "task force" européenne pour s'occuper des migrants isolés. Enfin, il faudra vérifier rigoureusement que les entrants n'ont pas de liens avec des organisations terroristes.

Les pays de l'UE parlent de l'accueil des réfugiés mais jamais des migrants économiques...

Il faut pourtant séparer les deux. Une des raisons pour lesquelles l'Europe a échoué sur le dossier, c'est

parce qu'on n'a pas été capable de les dissocier. A la fin de la première vague migratoire en Allemagne, en 2015, on parlait des Syriens, mais en réalité il y avait aussi beaucoup de Kosovars, d'Albanais, de Moldaves qui ne relevaient pas du droit d'asile. Ça a fini par faire craquer le système. La distinction est aussi importante pour des raisons politiques. La moitié des réfugiés arrivés en Europe ces trois dernières années sont le résultat des guerres ratées de l'Occident : l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie.

Que faire des demandeurs d'asile déboutés ?

Ils doivent être traités comme des migrants économiques. Le vrai problème, c'est qu'il n'existe que deux voies d'accès à l'Europe : l'asile ou l'entrée illégale. Donc tous les migrants cherchent à rentrer en tant que demandeurs d'asile, et deviennent clandestins s'ils sont déboutés.

Vous plaidez donc pour une troisième voie, un accès légal pour les migrants économiques ?

Absolument. Avec des quotas. Sur la question des migrants économiques, j'ai toujours défendu une politique à la canadienne. C'est-à-dire la délivrance de visas selon un système de répartition par nationalité. Au Canada, l'idée est de choisir une multitude de pays d'origine, mais avec des petits quotas, pour une meilleure intégration.

Ces quotas seraient-ils calculés en fonction des besoins économiques des pays d'accueil ?

Il faudrait ouvrir un débat entre les pays membres. Malheureusement, l'Europe n'est pas mûre. Il faut donc placer cette réflexion dans une perspective de moyen ou long terme. Mais on doit la garder à l'esprit. Si dans les cinq prochaines années, l'UE n'a pas tranché sur ces questions, le populisme antimigrants va gagner.

La majeure partie des pays d'Europe centrale refuse tout accueil. Pour avancer sur une politique européenne de l'immigration, va-t-il falloir une UE à deux vitesses ?

On s'est aperçu que l'esprit européen n'existe pas. Sur ces sujets, l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud ne pensent pas de la même façon. On fait semblant de ne rien voir depuis quinze ans. On ne s'est réveillé qu'avec le blocage sur le système des quotas. Quand j'ai vu le recours que la Pologne a présenté pour soutenir la Hongrie dans son refus d'accueillir les migrants, j'ai été frappé : juridiquement, il invoquait la légitimité de la défense de l'"homogénéité de l'ethnie". Aucun des pays fondateurs de l'Europe n'aurait imaginé énoncer un tel argument ! Cela va plus loin qu'un simple différend politique... Il y aura naturellement une Europe à deux vitesses. On ne peut pas continuer comme ça. Il faut faire passer l'idée que l'Europe n'est pas un supermarché de la solidarité, dans lequel on pourrait prendre les fonds structurels européens, mais laisser le reste. Il y a un deuxième sujet qu'on a complètement sous-estimé, c'est le poids du passé. La gestion des

quotas de relocalisation a été maladroite. Ils ont été perçus dans l'opinion publique des pays de l'Est comme un écho à la période soviétique, quand on les obligeait à prendre des Ukrainiens, des Sibériens, etc. Cela a été facile pour les partis populistes de dire "Bruxelles, c'est Moscou".

Pour contenir les migrants, les Européens négocient des accords avec des pays tiers, comme la Turquie ou certains pays d'Afrique. Qu'en pensez-vous ?

J'ai été très critique sur l'accord avec Ankara. L'accord turc est un cas d'école de ce qu'on ne doit pas faire. On a monnayé avec des personnalités qu'on devrait tenir à l'écart de la gestion d'une crise humanitaire.

En librairie

Un Atlas critique des politiques migratoires européennes

Au-delà des chiffres, du vocabulaire, des jugements et des discours véhiculés par les politiciens et les médias pour décrire la "crise migratoire" européenne, il y a des hommes et des femmes. Des exilés fuyant les guerres, la pauvreté et les crises politiques, qui finissent tués ou mis à l'écart "*par des politiques reconduites et renforcées depuis des décennies*". Telle est la réalité que veut mettre en lumière "L'Atlas des migrants d'Europe", ouvrage réalisé par Migreurop, un réseau de militants et de chercheurs.

Le regard se veut engagé, en faveur de la défense des droits des êtres humains "*de se construire une nouvelle vie*" et de "*quitter tout pays y compris le sien*". Il s'attaque à la "*dystopie d'un monde fermé*" et bat en brèche l'idée que l'Europe a été confrontée à une crise migratoire, celle-ci n'étant qu'une "*crise de ses propres politiques de migration et d'asile*". Des textes, des cartographies, des images, mais surtout, des récits, servent à "*déconstruire les a priori, changer les regards interroger les frontières et cartographier le contrôle sécuritaire et l'enfermement*".

"L'Atlas des migrants d'Europe" cherche ainsi à "*revivifier le sentiment d'humanité*", "*afin que les cartes de demain donnent à voir des frontières ouvertes et des droits humains respectés*". **M.U.**

→ "*Atlas des migrants d'Europe*", Migreurop, Editions Armand Collin, 176 pages, env. 25 euros